

L'ONU pourrait voter vendredi pour une présence policière au Burundi

@rib News, 01/04/2016 â€“Source AFP La France Ã©tait confrontÃ©e vendredi aux rÃ©ticences des Etats-Unis sur sa proposition de rÃ©solution, soumise au Conseil de sÃ©curitÃ©, visant Ã ouvrir la voie Ã une prÃ©sence policiÃ¨re de l'ONU chargÃ©e d'apaiser les violences au Burundi, selon des diplomates. Paris a demandÃ© au Conseil de se prononcer vendredi sur ce texte mais les reprÃ©sentants amÃ©ricains ont dit clairement qu'ils ne comptaient pas le soutenir, ont rapportÃ© ces diplomates sous couvert d'anonymat.

Les Etats-Unis se sont plaints de la faÃ§on trop hÃ©tÃ©ve Ã leurs yeux dont la proposition a Ã©tÃ© soumise au Conseil et ont rÃ©clamÃ© plus de temps pour pouvoir l'Ã©tudier, selon ces sources. Washington s'inquiÃ©te notamment du langage jugÃ© trop imprÃ©cis d'une partie de la rÃ©solution appelant les Nations unies Ã aider le Burundi sur les questions de "dÃ©sarmement, sÃ©curitÃ© et l'Ã©tat de droit". Cette clause pourrait ouvrir la porte Ã un soutien gÃ©nÃ©ral, selon Washington, car le gouvernement burundais a lancÃ© une campagne de dÃ©sarmement contre des partisans de l'opposition qui a Ã©tÃ© marquÃ©e par la violence. "Je ne pense pas que l'on veuille voir l'ONU travailler avec le gouvernement du Burundi sur le dÃ©sarmement", a soulignÃ© un diplomate du Conseil de sÃ©curitÃ©. La proposition franÃ§aise de rÃ©solution exige du secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral de l'ONU Ban Ki-moon qu'il tienne des pourparlers avec le gouvernement burundais et l'Union africaine sur une prÃ©sence policiÃ¨re internationale dans le pays puis qu'il propose diffÃ©rentes options au Conseil de sÃ©curitÃ© dans un dÃ©lai de 15 jours. Le texte, dont l'AFP a obtenu copie jeudi, prÃ©voit notamment "le dÃ©ploiement d'une contribution policiÃ¨re onusienne pour accroÃ®tre la capacitÃ© des Nations unies Ã suivre la situation sÃ©curitaire, promouvoir le respect des droits de l'homme et Ã faire avancer l'Ã©tat de droit". La rÃ©solution appelle Ã©galement Ã renforcer l'Ã©quipe du MÃ©diateur de l'ONU au Burundi, Jamal Benomar. L'ambassadeur adjoint russe Petr Iliichev, avait lui affirmÃ© jeudi soir que son pays soutiendrait la rÃ©solution si elle prÃ©voyait clairement de consulter le gouvernement burundais. Il a prÃ©cisÃ© que le dÃ©ploiement de moins d'une centaine de policiers lui semblait adÃ©quat pour appuyer les forces de sÃ©curitÃ© burundaises. Le Burundi est plongÃ© depuis prÃ©s d'un an dans une crise politique profonde, nÃ©e de la volontÃ© du prÃ©sident Pierre Nkurunziza de se maintenir au pouvoir pour un troisiÃ¨me mandat, qu'il a obtenu en juillet. Les violences, dÃ©sormais armÃ©es, ont dÃ©jÃ fait plus de 400 morts et poussÃ© plus de 250.000 personnes Ã quitter le pays. "Beaucoup de Burundais vivent dans la terreur", avait affirmÃ© la semaine derniÃ¨re le Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme, Zeid Ra'ad al Hussein. Lors d'une rÃ©cente visite dans des centres de dÃ©tention de la capitale Bujumbura, des experts de l'ONU ont notamment constatÃ© que prÃ©s de la moitiÃ© des dÃ©tenus avaient Ã©tÃ© torturÃ©s ou gravement maltraitÃ©s.